

## ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES

# Cahier des Clauses Particulières C.C.P

### Objet de l'accord-cadre :

**FOURNITURES POUR LE CROUS DE TOULOUSE-  
OCCITANIE DE DENREES ALIMENTAIRES A  
TEMPERATURE AMBIANTE : BOISSONS**

### Mode de consultation :

## **ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

**Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2  
à R. 2161-5 du Code de la commande publique**

# SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES .....	3
2	OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	3
3	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE PUBLIC .....	7
4	PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX DENREES ALIMENTAIRES AMBIANTES (BOISSONS) 8	
5	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
6	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DES BONS DE LIVRAISON...	13
7	DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	14
8	SPECIFICITES TECHNIQUES .....	16
9	MODALITES DE CONTROLE, SUIVI ET RELATIONS COMMERCIALES .....	21
10	PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	22
11	MODALITES DE REGLEMENT, FACTURATION, DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES .....	27
12	LES PENALITES, AJOURNEMENT ET REJET .....	29
13	PRINCIPES ET MOTIFS DE RESILIATION.....	30
14	DROIT, LANGUE, MONNAIE ET JURIDICTION APPLICABLE ET CAS DE LITIGE .....	30
15	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	31

## 1 IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

### 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est le Crous de Toulouse-Occitanie, représenté par sa Directrice générale, Madame Dominique FROMENT.

### 1.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

## 2 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de fournir au Crous de Toulouse-Occitanie des denrées alimentaires à température ambiante : boissons.

### 2.2 Nomenclature des prestations – Classification CPV

Les classifications CPV de l'accord-cadre sont les suivantes :

15000000-8	Produits alimentaires, boissons, tabac et produits connexes
------------	---

Les classifications complémentaires CPV de l'accord-cadre sont les suivantes :

15980000-1	Boissons sans alcool
15981000-8	Eau minérale
15981100-9	Eau minérale plate
15981200-0	Eau minérale gazeuse
15982000-5	Boissons non alcoolisées
15982100-6	Sirops de fruits
15911100-8	Spiritueux
15911200-9	Liqueurs
15930000-6	Vins
15950000-5	Bières de malt

## 2.3 Description des prestations

Le présent marché intègre une série de prestations indispensables à son exécution à savoir :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution du marché ;
- ❖ Formations d'optimisation à l'utilisation des produits, y compris par vidéos ;
- ❖ Animations et promotions.

Les produits et articles concernés par les commandes sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

Le titulaire est tenu de fournir des produits et articles en conformité avec les fiches techniques exigées.

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles aux prix renseignés dans le B.P.U.

Ces différentes prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent CCP.

## 2.4 Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la commande publique selon la décomposition suivante :

N° du lot	Référence de la procédure	Zone géographique	Estimatif minimum en €HT/lot sur toute la durée du marché	Estimatif maximum en €HT/lot sur toute la durée du marché
Lot 1	2026-01.01	Toulouse	1 000 000	2 000 000
Lot 2	2026-01.02	Albi	20 000	40 000
Lot 3	2026-01.03	Castres	12 000	24 000
Lot 4	2026-01.04	Figeac	4 000	8 000
Lot 5	2026-01.05	Rodez	44 000	88 000
Lot 6	2026-01.06	Auch	4 000	8 000
Lot 7	2026-01.07	Tarbes	44 000	88 000

Les candidats sont autorisés à présenter une offre sur un ou plusieurs lots.

Le Crous de Toulouse-Occitanie souhaite uniformiser le parc de boissons sur l'ensemble des sites. Ainsi, il est impératif que les mêmes références de produits soient disponibles sur chacun des lots géographiques.

Les coordonnées des structures figurent en annexe 1 du présent CCP.

La ventilation du montant HT estimé sur toute la durée du marché est précisée ci-dessus à titre strictement indicatif et n'oblige en rien le Crous de Toulouse-Occitanie.

## 2.5 Lieux d'exécution

A titre d'information, figure en annexe l'ensemble des restaurants, brasseries, cafétérias du Crous (annexe n°1 du présent CCP intitulée « structures restauration Crous »).

## 2.6 Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

## 2.7 Durée et date de début du marché

Le marché est passé pour une période de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026, ou à sa date de notification si postérieure.

Il pourra être reconduit trois fois de manière tacite pour des périodes de 12 mois, sans que la durée d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois, reconductions comprises.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai maximum de 15 jours après la date de fin de l'accord-cadre. Ainsi, les commandes passées avant la fin de l'exécution de l'accord-cadre ne pourront avoir un délai de livraison ultérieur à ce délai.

## 2.8 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum et un montant maximum.

Montant minimum € HT sur toute la durée du marché : **800 000€**

Montant maximum € HT sur toute la durée du marché : **2 000 000€**

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses 2024 est de : **278 603 € HT**.

Part catalogue estimative en %
5%

## 2.9 Financement de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Le marché est financé à partir des fonds propres du Crous de Toulouse-Occitanie.

## 2.10 Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

### Modification en cours d'exécution du marché

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

### **Pouvoir de modification unilatérale**

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

## **2.11 Clause de réexamen**

Sous réserve de ne pas changer la nature globale du marché et selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur aura la faculté en cours d'exécution de modifier le périmètre dudit marché.

La liste des structures concernées par le marché est fixée au présent marché (annexe n°1 au présent CCP).

Cette liste est susceptible d'évoluer en fonction d'ajouts ou de retraits de structures ou d'équipements et en fonction des modifications de l'activité du Crous de Toulouse-Occitanie.

En cas d'ajout ou de retrait d'éléments au marché, le titulaire doit fournir un devis estimatif dans un délai d'une semaine à compter de la demande par mail. Après acceptation par le Crous, un avenant au marché pourra être établi.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, lorsque le montant cumulé des bons de commande atteint 80% du montant maximum initialement fixé au présent marché, l'acheteur pourra procéder à une réévaluation de ce plafond afin d'assurer la continuité du service.

Après analyse des besoins restants et sous réserve de l'intérêt général, l'acheteur pourra augmenter le montant maximum du marché dans la limite de 50% du montant total initial du marché.

Cette modification sera formalisée par un avenant dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

## **3 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE PUBLIC**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTR11, transmis par le Crous de Toulouse-Occitanie à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
  - L'annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
  - L'annexe 2 : Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
  - L'annexe 3 : Contact (données fournisseurs) ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - L'annexe n°1 : « Structures restauration Crous » ;
  - L'annexe n°2 : « Pénalités » ;
- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF - la désignation de l'article devra comporter les éléments précisés au CRT.

S'il existe une fiche technique industrielle (traduite en français), la joindre en plus de celle du distributeur. Celles-ci seront prioritairement analysées pour la notation technique.

- ❖ Le catalogue en format Excel, avec le prix des tarifs généraux et tarifs remisés avec le pourcentage de remise indiqué ;
- ❖ Les bons de commande ;
- ❖ Certificats de comptabilité alimentaires des conditionnements ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément.

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services.

## 4 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX DENREES ALIMENTAIRES AMBIANTES (BOISSONS)

Le titulaire certifie avoir pris connaissance des dispositions réglementaires en vigueur applicables aux denrées alimentaires, des articles suivants :

### 4.1 Dispositions réglementaires générales applicables aux denrées alimentaires

- ❖ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;



- ❖ Règlement (CE) n° 2073/2005 du 15 novembre 2005 concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1169/2011 du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires (« INCO ») ;
- ❖ Règlement (UE) 2021/2117 modifiant les règles d'étiquetage des vins et des vins aromatisés ;
- ❖ Règlement (UE) n° 2019/1381 du 20 juin 2019 relatif à la transparence et à la pérennité de l'évaluation des risques dans la chaîne alimentaire ;
- ❖ Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 établissant une organisation commune des marchés des produits agricoles ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1924/2006 relatif aux allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 396/2005 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de pesticides
- ❖ Règlement (UE) 2020/1255 du 7 septembre 2020 modifiant le règlement (CE) n° 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1830/2003 sur la traçabilité et l'étiquetage des OGM et des produits issus d'OGM ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1333/2008 relatif aux additifs alimentaires ;
- ❖ Règlement (UE) n° 231/2012 établissant les spécifications des additifs alimentaires ;
- ❖ Règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 510/2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine ;
- ❖ Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire ;
- ❖ Loi n° 2020-699 du 10 juin 2020 relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires ;
- ❖ Décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014 relatif à l'information des consommateurs ;
- ❖ Décret n°2003-586 du 30 juin 2003 pris pour l'application de l'article L. 214-1 du code de la consommation en ce qui concerne certains sucres destinés à l'alimentation humaine.
- ❖ Arrêté du 30 septembre 2011 relatif à la qualité nutritionnelle des repas en restauration scolaire (GEMRCN) ;
- ❖ Arrêté du 20 août 2002 relatif aux denrées et ingrédients traités par ionisation ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1333/2008 sur les additifs alimentaires.
- ❖ Codex Alimentarius (normes générales applicables aux produits de consommation humaine).
- ❖ Guides de bonnes pratiques d'hygiène (GBPH) reconnus par l'administration.
- ❖ Articles L. 231-1, L. 201-7 et D. 201-7 du Code rural et de la pêche maritime ;
- ❖ Articles L.120-1, L.121-1 et R.122-25 du Code de la consommation.

## 4.2 Dispositions relatives aux produits biologiques

- ❖ Règlement (CE) n° 834/2007, n° 889/2008 et n° 1235/2008 relatifs à la production biologique, à l'étiquetage et aux importations de produits biologiques ;
- ❖ Règlement (UE) n° 2018/848 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques (abrogeant le règlement 834/2007) ;
- ❖ Règlement délégué (UE) 2021/642 et Règlement d'exécution (UE) 2021/279 fixant les modalités d'application du règlement 2018/848.

## 4.3 Dispositions spécifiques aux emballages et conditionnements

- ❖ Loi n° 2010-729 du 30 juin 2010 (modifiée par la loi n° 2012-1442 du 24 décembre 2012) relative aux matériaux en contact avec les denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1935/2004 (« règlement cadre ») sur les matériaux destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les matériaux en contact alimentaire ;
- ❖ Directive 2007/19/CE concernant l'interdiction des phtalates dans les emballages ;
- ❖ Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif à la réduction et au recyclage des emballages plastiques à usage unique.
- ❖ Règlement (UE) 2024/3190 relatif à l'utilisation du bisphénol

## 4.4 Dispositions spécifiques aux conditions de transport

- ❖ Règlement (CE) n° 852/2004 sur l'hygiène des denrées alimentaires (notamment les dispositions relatives au transport et à l'entreposage des denrées).
- ❖ Règlement (UE) n° 2017/625 relatif aux contrôles officiels en matière de sécurité sanitaire.
- ❖ Article R. 231-45 du Code rural et de la pêche maritime, relatif aux règles d'hygiène applicables au transport des denrées alimentaires.
- ❖ Arrêté du 20 juillet 1998 fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des denrées alimentaires.

Cette liste n'est pas exhaustive. Il appartient au titulaire de s'assurer, à toutes les étapes de la chaîne (production, transformation, stockage, transport, livraison), de la conformité des produits fournis aux dispositions réglementaires applicables en vigueur à la date de fourniture.

Toute évolution réglementaire ultérieure s'appliquera de plein droit au marché dès son entrée en vigueur.

## 5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 5.1 Obligations de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A fournir, de manière continue et sans interruption, des denrées alimentaires garantissant la santé et le bien être des consommateurs ;
- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la livraison, en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A conserver les denrées à bonne température ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- ❖ A conseiller en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU ;

### 5.2 Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous sa responsabilité exclusive, dans ses locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux du Crous de Toulouse-Occitanie, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- ❖ A prévenir le Crous de Toulouse-Occitanie, de toutes ruptures de stock sur un produit ;
- ❖ A appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Crous de Toulouse-Occitanie.

### 5.3 Plan de prévention

Conformément à l'article R.4512-7 du code du travail, le titulaire rencontrera, préalablement au début des prestations, la conseillère de prévention au sein du Crous (Marie-Catherine ANDRAL [prevention@crous-toulouse.fr](mailto:prevention@crous-toulouse.fr)) afin d'établir communément un plan de prévention applicable à l'ensemble des sites concernés par le présent accord-cadre.

## 5.4 Transport et distribution

Le titulaire est tenu d'assurer la livraison sur l'ensemble des sites relevant des lots qu'il a remportés, conformément aux plages horaires définies.

## 5.5 Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du Crous de Toulouse-Occitanie que l'exécution du présent marché l'amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèserait les intérêts du Crous de Toulouse-Occitanie et engagerait sa responsabilité.

## 5.6 Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Crous de Toulouse-Occitanie et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du Crous de Toulouse-Occitanie dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du Crous de Toulouse-Occitanie, envers les tiers, y compris le personnel, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège le Crous de Toulouse-Occitanie contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

## 5.7 Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire

En application de la circulaire n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du Code de

l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>) conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L.225-102-1 du Code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

## **6 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DES BONS DE LIVRAISON**

### **6.1 Bons de commande**

Par principe, et sauf dérogation expresse, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence du marché ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Le titulaire est informé qu'il est possible de décommander une commande jusqu'à 72 heures avant la date de livraison prévue sans qu'il ne puisse être porté préjudice financier à l'établissement concerné.

### **6.2 Bons de livraison**

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le transporteur, au magasinier ou au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

## 7 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 7.1 Modalités de livraison

Les montants hors taxes des franco de port sont les suivants :

N° du lot	Zone géographique	Montant HT des franco de port
Lot 1	Toulouse	150€
Lot 2	Albi	150€
Lot 3	Castres	150€
Lot 4	Figeac	100€
Lot 5	Rodez	150€
Lot 6	Auch	100€
Lot 7	Tarbes	150€

Le titulaire est réputé connaître la diversité des structures du Crous de Toulouse-Occitanie.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour se décharger de ses obligations, de la faible capacité de stockage de certaines unités de gestion.

Les palettes Europe seront mises à disposition pour que la livraison suivante le distributeur les reprennent. Si manquement de reprise par le distributeur, il ne pourra imputer le coût au Crous.

Le titulaire est tenu de livrer les articles aux heures et aux fréquences décidées par chaque responsable de site ainsi qu'aux jours convenus avec eux, selon la capacité de stockage. Par défaut, les horaires de livraison sont de 7 à 11 heures. Ces éléments seront précisés lors de la réunion de cadrage à l'initiative du titulaire, prévue au début du marché.

Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

En cas de reprise imputable au titulaire les frais de reprises sont à sa charge exclusive.

**Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un franco de port est applicable par bâtiment livré. Par ailleurs, les franco de port s'apprécient à la livraison indistinctement qu'il s'agisse d'articles commandés au BPU et/ou catalogue.**

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle, entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Les frais de livraison sont facturés et inscrits sur la facture des produits livrés.

**Le montant des franco ne se cumule pas.**

Le titulaire s'engage à ce que ses conducteurs de véhicules motorisés livrant les produits objets du marché soient formés à l'écoconduite.

## 7.2 Conditionnement des palettes

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. La manutention jusqu'aux lieux de stockage est à la charge du titulaire.

A cet effet, pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels du Crous de Toulouse-Occitanie, les produits sont conditionnés de préférence en cartons n'excédant pas 25 kilos.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- ❖ Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- ❖ Si elle est propre et non humide ;
- ❖ Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- ❖ Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- ❖ Si tous les matériaux d'emballage sont fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, ni aucune odeur ou saveur indésirable ;
- ❖ Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

## 7.3 Garantie des vices cachés

Les prestations font l'objet d'une garantie annuelle prévue à l'article 33 CCAG FCS.

Les prestations font également l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.



En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré du Crous de Toulouse-Occitanie.

## 8 SPECIFICITES TECHNIQUES

### 8.1 Durabilité des produits

La durabilité restante à la livraison, pour les produits concernés, est au minimum égale au 2/3 de la DLC totale prévue par le fabricant, sauf indication contraire au BPU.

### 8.2 Catalogue complémentaire de boissons

**Le titulaire s'engage à disposer au catalogue, et à pouvoir livrer dans les mêmes conditions que les articles inscrits au Bordereau des Prix Unitaires (délais de commande, livraison franco, etc.), des produits relevant des catégories suivantes :**

- Vins blancs, rouges, rosés et effervescents issus des principaux vignobles français ;
- Vins biologiques, « nature » ou produits selon les principes de la biodynamie ;
- Spiritueux : gin, vodka, whiskies (blended et single malt), cognac, tequila, boissons distillées anisées (type Ricard ou équivalent), liqueurs d'agrumes (type Grand Marnier ou équivalent), eaux-de-vie de fruits, de marc, florales ou végétales ;
- Vins sans alcool (rouge, blanc, rosé, effervescent) ;
- Produits sans alcool destinés à la préparation de cocktails (gin rhum, whisky, vermouth blanc, rouge, etc.) – liste non exhaustive.

Les produits du catalogue complémentaire doivent présenter une qualité et un conditionnement équivalents à ceux des produits du BPU et respecter la réglementation applicable à leur commercialisation.

Le catalogue pourra être mis à jour au cours du marché, sous réserve que les catégories et conditions de livraisons précitées soient maintenues. Les mises à jour du catalogue sont communiquées au Crous de Toulouse-Occitanie.

### 8.3 Spécificités des produits

Le titulaire est tenu de fournir des articles conformes aux exigences mentionnées dans le BPU, aux fiches techniques actualisées fournies et aux descriptions du catalogue.

Dans le cas où les exigences du BPU seraient différentes des spécificités réglementaires ou des codes des usages professionnels, seules les premières pourront prévaloir dans le cadre du marché.

Les denrées alimentaires au marché doivent être saines et propres à la consommation humaine.

Le titulaire s'engage à fournir des produits exempts d'odeurs, de goûts anormaux d'insectes et de souillures.

La liste de boissons doit être composée de produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable, d'appellation contrôlée, d'appellation protégée ou équivalents.



## 8.4 Emballages

Les denrées faisant l'objet du marché doivent être emballées de façon à préserver les qualités hygiéniques, nutritionnelles, technologiques et organoleptiques du produit.

**Toutes les bouteilles, quelles que soient la boisson et la contenance (eau, jus de fruits, sodas, boissons alcoolisés) doivent être en verre ou constituées de matériaux recyclés ou recyclables.**

Les matériaux d'emballage, doivent être sans danger pour la santé des consommateurs et compatibles à l'usage alimentaire. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, odeur ou saveur indésirable.

L'emballage devra comporter un degré de résistance et de solidité suffisant en fonction de la manipulation dont il fera l'objet dans les différentes phases du transport et d'utilisation.

Les emballages utilisés seront conformes à la législation nationale et européenne ainsi que toute évolution en cours d'exécution du marché.

Le titulaire privilégie les emballages réutilisables aux emballages jetables (caisses réutilisables plutôt que cartons jetables).

Le titulaire supprime les emballages superflus dans la mesure où cela n'affecte pas sensiblement la qualité du produit. En particulier, le titulaire évite les emballages individuels et préfère les produits en grand conditionnement. Le titulaire minimise le recours aux emballages secondaires et tertiaires.

Les emballages plastiques seront conformes aux objectifs du Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025.

Les conditionnements des articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 qui définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Par denrées alimentaires, on entend les denrées au sens de l'article 2 du règlement (CE) n°178/2002.

Les conditionnements seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments. Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés seront également appliquées.

Les matériaux et objets, y compris les matériaux et objets actifs et intelligents, sont fabriqués conformément aux bonnes pratiques de fabrication afin que dans des conditions normales ou prévisibles de leur emploi, ils ne cèdent pas aux denrées des constituants en une quantité susceptible :

- de présenter un danger pour la santé humaine ;
- d'entraîner une modification inacceptable de la composition de la denrée ;
- d'altérer les propriétés organoleptiques de la denrée alimentaire.

Lorsqu'il n'utilise pas d'emballage réutilisables, le titulaire propose des emballages recyclés et/ou recyclables ou biodégradables. Les matières plastiques sont à proscrire.

## 8.5 Additifs

La présence d'additifs doit être conforme, par ordre de priorité, en premier lieu, à la législation nationale et aux exigences de l'Union européenne et, en second lieu, au codex Alimentarius.

Ils devront être mentionnés dans la liste des ingrédients conformément aux réglementations en vigueur.

Les teneurs ou taux de sel devront être précisés pour les produits élaborés. Ils devront être conformes aux guides des usages professionnels ou à défaut aux prescriptions techniques inscrites au BPU.

## 8.6 Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers

Les produits alimentaires du marché seront conformes aux critères microbiologiques du règlement (CE) n°2073/2005, à défaut des critères d'hygiène des procédés supplémentaires de la FCD.

La présence de contaminants et toxines sera conforme aux réglementations nationales et européennes, le cas échéant à la norme générale pour les produits de consommation humaine (Codex Stan 193-1995).

Les produits livrés seront exempts de corps étrangers, c'est-à-dire toute particule de matière, présente dans un produit alimentaire dont la nature et la texture n'est pas prévue ou attendue par le client ou consommateur.

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à des laboratoires afin d'effectuer des analyses bactériologiques, microbiologiques et physicochimiques sur les produits faisant l'objet du marché.

## 8.7 Etiquetage

Le titulaire est tenu de fournir des produits dont l'étiquetage est en conformité avec la réglementation nationale et de l'Union européenne en vigueur.

L'ensemble des mentions affichées sur l'étiquette doit reprendre, au minimum, les éléments indiqués au Codex Stan 1-1985 afin de garantir, notamment, la composition et assurer la traçabilité des produits.

Les systèmes à code-barres de type EAN 128 ou EAN 13 seront favorisés.

## 8.8 Maîtrise des risques sanitaires

Conformément au « Paquet Hygiène », les candidats auront mis en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- ❖ Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- ❖ Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- ❖ Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- ❖ La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire du marché est tenu mettre en place une procédure de blocage/ retrait / rappel. Il devra transmettre, sans délai au pouvoir adjudicateur, les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

- Référence du produit
- N° de l'accord-cadre/ DDM/DLUO
- Liste des points de livraison du réseau concernés
- Motif de l'alerte
- Devenir du produit

Des adresses électroniques dédiées exclusivement à la diffusion des alertes sanitaires sont mises en place pour le Crous de Toulouse-Occitanie (voir annexe 1 au CCP). Cet outil sera obligatoirement privilégié par le titulaire, qui pourra éventuellement le compléter d'appels téléphoniques.

En cas de non-conformité émise par le réseau, démontrant un risque pour la sécurité des consommateurs, la salubrité des productions ou la réputation du Crous, le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de demander le retrait des produits concernés.

Le titulaire doit pouvoir justifier de la traçabilité de l'ensemble des produits livrés. Les produits proposés sont pleinement conformes à la législation en vigueur en matière de présence d'OGM et de produits allergènes.

## 8.9 Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, le Crous de Toulouse-Occitanie et de proposer un produit de substitution :

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation du Crous de Toulouse-Occitanie après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
  - Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
  - Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation au pouvoir adjudicateur.

A défaut d'accord avec le titulaire, le Crous de Toulouse-Occitanie peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 13.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

## 8.10 Besoins ponctuels saisonniers

Le titulaire est tenu de fournir au Crous de Toulouse-Occitanie, au plus tard deux mois avant chaque période de fêtes (Pâques, Noël...) un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces fêtes.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par le Crous de Toulouse-Occitanie.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des fêtes ne donneront pas lieu à la rédaction d'un avenant.

## 8.11 Commandes ponctuelles de vins hors accord-cadre

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve la possibilité d'effectuer, en dehors du présent marché, des commandes ponctuelles de vins auprès de partenaires extérieurs, dans la limite d'un montant annuel cumulé de 15 000€ HT. Ces commandes exceptionnelles ne pourront être assimilées à un manquement aux obligations contractuelles de l'acheteur public à l'égard du titulaire.

## 8.12 Promotions et nouveautés

Le titulaire est tenu de faire bénéficier au Crous de Toulouse-Occitanie l'ensemble de ses promotions et nouveautés.

Le titulaire est tenu de fournir au Crous de Toulouse-Occitanie, au plus tard 2 mois avant chaque période de promotion, un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces dates.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par le Crous de Toulouse-Occitanie.

**Les nouveautés peuvent donner lieu à des expérimentations pilotées par** le Crous de Toulouse-Occitanie sur des sites testeurs avant une intégration à l'ensemble des structures.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des promotions ou des nouveautés ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte modificatif du présent accord-cadre.

Toutes nouveautés et promotions appellent la fourniture d'une plaquette à destination des utilisateurs.

## 8.13 Gestion des déchets

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

## 8.14 Fiche technique

Les fiches techniques devront *a minima* indiquer les points décrits à l'annexe 2, cadre de réponses techniques (CRT) et rendu en langue française.

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du CCP.

Il est précisé que les fiches techniques doivent être renouvelées à chaque modification et à chaque date d'anniversaire du marché. Lors de leur transmission, elles doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

## 9 MODALITES DE CONTROLE, SUIVI ET RELATIONS COMMERCIALES

### 9.1 Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer au Crous de Toulouse-Occitanie un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est également tenu de communiquer au Crous de Toulouse-Occitanie un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : [commande.publique@crous-toulouse.fr](mailto:commande.publique@crous-toulouse.fr) et [restauration@crous-toulouse.fr](mailto:restauration@crous-toulouse.fr) au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir le Crous de Toulouse-Occitanie.

Les dysfonctionnements qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par le Crous de Toulouse-Occitanie.

### 9.2 Contrôles et vérifications

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Le Crous de Toulouse-Occitanie suit l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veille au respect de la part catalogue.

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter au Crous de Toulouse-Occitanie, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

La consommation globale et détaillée du Crous de Toulouse-Occitanie (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel ou équivalent suivant :

Site livré	Marché	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

Le Crous de Toulouse-Occitanie vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est également tenu de fournir, sur simple demande du Crous de Toulouse-Occitanie, et dans un délai de 72 heures, le résultat d'analyses bactériologiques, microbiologiques et nutritionnelles relatives aux produits faisant l'objet du marché.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande du Crous de Toulouse-Occitanie et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposées dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis aux adresses mails suivantes : [commande.publique@crous-toulouse.fr](mailto:commande.publique@crous-toulouse.fr) et [restauration@crous-toulouse.fr](mailto:restauration@crous-toulouse.fr) sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés au Crous de Toulouse-Occitanie dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

### 9.3 Encadrement des relations commerciales

Le Crous de Toulouse-Occitanie dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation aux adresses génériques : [commande.publique@crous-toulouse.fr](mailto:commande.publique@crous-toulouse.fr) et [restauration@crous-toulouse.fr](mailto:restauration@crous-toulouse.fr)

### 9.4 Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent marché concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution des dites clauses.

## 10 PRIX DE L'ACCORD-CADRE

### 10.1 Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans le BPU.

Toute demande ne figurant pas sur le BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation du Crous de Toulouse-Occitanie.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente de la direction de la restauration du Crous de Toulouse-Occitanie ou à une évolution des pratiques.

En raison de l'organisation interne du Crous de Toulouse-Occitanie, le BPU pourra être modifié chaque année, à compter du 1<sup>er</sup> août (modification du mois initialement prévu au présent accord-cadre par ordre de service, le cas échéant).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 10.2 Forme des prix

Conformément à l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont révisibles annuellement à la date anniversaire de sa notification. À cette date, le titulaire s'engage à informer le Crous de Toulouse-Occitanie, notamment la Direction de la commande publique DCPAJ ([commande.publique@crous-toulouse.fr](mailto:commande.publique@crous-toulouse.fr)) de la révision des prix.

**La demande de révision est envoyée avec transmission des annexes financières révisées (les prix modifiés seront mentionnés en couleur), datées, signées et accompagnées de la copie de l'indice sur lequel la révision s'appuie.**

La révision de prix repose sur une formule comprenant :

- Une part fixe, correspondant aux éléments de coût non soumis à variation significative,
- Une part variable, reflétant l'évolution des principaux facteurs influençant le prix des boissons (matières premières, emballages, énergie et transport).

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS.

Le coefficient de stabilisation est fixé à : **CS = 0,30**

Il correspond à la part des coûts réputés non variables, décomposée comme suit :

- Stockage et pertes : 12%
- Valeur ajoutée (main-d'œuvre, frais généraux, structure) : 14%
- Emballages non indexés : 4%

Le coefficient de variation CV traduit l'évolution des principaux éléments de coût influençant le prix des boissons. Il est établi à partir de l'indice suivant :

**Indice INSEE – « Prix de production de l'industrie des boissons – CPF 11 » - base 2015**

**CV = IR/I0**

- **IR** : dernier indice publié au moment de la révision
- **I0** : indice publié au mois de la date limite de remise des offres

La formule de révision applicable est la suivante :



$$PR = P0 \times [CS + (0,70 \times CV)]$$

Où :

- **PR = prix révisé hors taxes**
- **P0 = prix initial hors taxes indiqué dans l'offre du candidat**
- **CS = coefficient de stabilisation fixé à 0,30**
- **0,70 = part du prix soumise à variation**
- **CV = coefficient de variation IR/I0**

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de P0, I0, C0 par celles de la dernière révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au centième supérieur.

Si les révisions annuelles ne sont pas faites pour causes de retard ou de stabilité du marché, il conviendra pour la prochaine révision de prendre les derniers indices connus au moment de la révision annuelle, qu'elle soit faite ou non.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG FCS, tous les prix du présent accord-cadre sont révisables en cas de rupture d'approvisionnement d'une matière rentrant dans la composition du produit ou pour toute imprévision.

Les produits concernés peuvent être substitués à d'autres articles, en priorité du BPU, dont le prix est négocié avec le Crous de Toulouse-Occitanie.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier la rupture d'approvisionnement, la volatilité des cours ou l'impossibilité de maintenir aux conditions tarifaires la fourniture de produits.

En cas de non-respect de la date indiquée précédemment (date anniversaire de la notification de l'accord-cadre), les prix en cours seront tacitement reconduits pour la période suivante.

### 10.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

### 10.4 La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que



lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

### **10.5 Clause butoir**

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 5% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord-cadre.

Le Crous de Toulouse-Occitanie dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

### **10.6 Clause de sauvegarde**

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial, sauf cas exceptionnels de type imprévision, le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

Le Crous de Toulouse-Occitanie dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

### **10.7 Date de formation des prix et facturation**

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels.

Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire du Crous de Toulouse-Occitanie, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandés au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande du Crous de Toulouse-Occitanie, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

## **10.8 Produits non listés dits « produits catalogues »**

Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.

Le pourcentage de remise proposé dans l'offre initiale par le titulaire du marché est maintenu durant toute la durée dudit marché. Le BPU précise le taux de remise accordé.

Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque période annuelle, le titulaire adressera les nouveaux catalogues « Tarif général » applicables à compter de la date anniversaire du marché, au Crous de Toulouse-Occitanie – Direction de la Restauration [restauration@crous-toulouse.fr](mailto:restauration@crous-toulouse.fr).

En cas de non réception des nouveaux catalogues à cette date, les prix catalogues en cours seront tacitement reconduits pour une durée d'un an à compter de la date anniversaire du marché.

## 11 MODALITES DE REGLEMENT, FACTURATION, DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

### 11.1 Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

## 11.2 Délais de règlement

Sauf avis contraire du Crous de Toulouse-Occitanie, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire du Crous de Toulouse-Occitanie pour des raisons structurelles liées à l'organisation de ses services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R.2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

## 11.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40€ de frais de recouvrement

## 11.4 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10%.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

## 11.5 Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

## 11.6 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Crous de Toulouse-Occitanie.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Crous de Toulouse-Occitanie.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

# 12 LES PENALITES, AJOURNEMENT ET REJET

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire au Crous de Toulouse-Occitanie, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

## **13 PRINCIPES ET MOTIFS DE RESILIATION**

### **13.1 Motifs de résiliation**

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que le Crous de Toulouse-Occitanie se réserve le droit de demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

### **13.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que le Crous de Toulouse-Occitanie peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **13.3 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le Crous de Toulouse-Occitanie peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

## **14 DROIT, LANGUE, MONNAIE ET JURIDICTION APPLICABLE ET CAS DE LITIGE**

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre le Crous de Toulouse-Occitanie et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

**Tribunal Administratif de Toulouse**  
**68 rue Raymond IV**  
**31068 TOULOUSE.**

La monnaie de compte du marché est l'euro.

## **15 DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

L'article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'article 12 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS